

Motion à propos des collaborations institutionnelles avec l'État Israélien

1. Contexte et prise de position de l'Institut Denis-Poisson (IDP)

Le respect de la vie et de la dignité humaine est un principe essentiel à la base de notre tradition universitaire humaniste, principe protégé notamment par le droit international et le droit international humanitaire en particulier. Sa violation récente en Ukraine a été immédiatement suivie d'une prise de position sans équivoque au plus haut niveau des instances de recherche en France. Elle s'est traduite par la suspension de toutes les collaborations scientifiques actuelles ou en projet avec la Russie ainsi que celle de tout événement scientifique à venir [1].

Les violations du droit international et humanitaire lors du conflit au Moyen Orient, leur ampleur et la catastrophe humanitaire qu'elles engendrent avec des implications graves pour l'avenir des populations de la région, appellent logiquement un engagement similaire. Le but de la motion qui suit est double. Il s'agit d'adopter les deux points suivants :

1. L'IDP s'engage à cesser toute collaboration universitaire et scientifique (programmes de recherches, organisations de conférences) avec les universités et établissements de recherche israéliens qui soutiendraient d'une façon ou d'une autre les actions militaires en violation du droit international.
2. L'IDP demande à ses tutelles CNRS et universitaires qui ne l'auraient pas encore fait, d'adopter une position officielle analogue à celle concernant la Russie.

Rappelons en effet que toute collaboration institutionnelle entre universités conclue dans le cadre d'accords européens ou internationaux, contient des « clauses de légalité » exigeant sa résiliation en cas de violation de la loi et des droits humains.

Il est aussi important de souligner que cette prise de position concerne les instituts mis en cause plus haut, certainement pas nos collègues scientifiques israéliens individuellement dont certains ont signé un appel à la communauté internationale [2]. En ce sens, l'IDP encourage les collaborations universitaires avec les scientifiques, universités ou établissements de recherche israéliens qui s'engagent concrètement à défendre les valeurs humanistes et à se démarquer de toute action ne respectant pas le droit international.

Les paragraphes qui suivent proposent des références et un argumentaire étayant l'engagement du laboratoire.

2. Rappel de la situation

Suite à l'attaque terroriste perpétrée par le Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, au cours de laquelle plus d'un millier de personnes, en grande majorité des civils [3], ont perdu la vie, le gouvernement israélien a engagé une riposte sans précédent sur la bande de Gaza. Cette action directe a coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de personnes dont un tiers sont

des enfants, femmes et personnes âgées en Juin 2024 [4a], soit 3 % de la population, et a provoqué le déplacement de manière forcée de près de deux millions de personnes. Le nombre de morts (comptabilisé dans [4b]) causées de manière indirecte (famine, maladies infectieuses, manques de soins, ...) s'élèverait à plus de 67000.

L'ONU, l'UNICEF, et 38 ONG documentent le désastre et condamnent sans équivoque l'action militaire israélienne [5]. La Cour Internationale de Justice examine la plausibilité de génocide contre le peuple palestinien à Gaza [6], les Nations unies [7] et Médecins sans frontières [8] ont produit des rapports accablants sur le sujet et appellent à cesser toute nouvelle violation du droit humanitaire.

Les conditions de vie dans la bande de Gaza sont abominables : populations déplacées, accès totalement précaire à l'eau, à la nourriture, aux soins, au logement [7]. Les systèmes hospitalier et éducatif sont largement détruits [9,10], la sécurité et l'éducation des enfants notamment ne sont plus possibles.

Toutes les universités de la bande de Gaza ont entièrement été détruites, ainsi que leurs archives matérielles et numériques [10]. Plus de 94 universitaires dont 3 présidents d'universités, et des milliers de vies étudiantes ont été fauchées, endeuillées, mutilées et privées d'avenir, par des attaques de l'armée israélienne.

3. Raisons détaillées de l'engagement de l'IDP

Lors d'une déclaration adoptée le 24 janvier 2025 [11], la CNCDH (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme) appelle la France à adopter une position active et constructive face à cette situation, à montrer l'exemple dans le respect de ses obligations et à promouvoir un dialogue inclusif avec tous les acteurs concernés dans ce conflit. En effet, on peut constater que les appels à un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, ou les appels à la libre circulation de l'aide humanitaire, s'avèrent inopérants. La CNCDH invite donc la France à prendre des mesures concrètes pour remplir son engagement de respecter et faire respecter le droit international humanitaire [12], notamment les résolutions passées du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et la récente ordonnance de la cour internationale de justice [6]. Il est à noter que ces décisions juridiques imposent à l'état d'Israël de prévenir un crime de génocide et de nouvelles expulsions à l'encontre des Palestiniennes et Palestiniens résidant dans la bande de Gaza et à Rafah.

Nous regrettons que nombre d'institutions universitaires en Israël aient, depuis le début des opérations militaires à Gaza, soutenu activement les activités de guerre. Malheureusement, ces institutions sont, directement ou indirectement et de manière diverses, impliquées dans les violations du droit international et humain commis par Israël [13]. Par exemple, l'université de Tel-Aviv a mis en place une « salle de guerre d'ingénierie » [14]. Pour toutes ces raisons, il est impossible d'entretenir actuellement des relations institutionnelles avec ces universités sans apporter une caution à de telles actions.

L'IDP prend donc acte de la déclaration de la CNCDH et notamment de « l'obligation de ne pas encourager, ni aider ou assister à commettre des violations du droit international humanitaire » [11].

À l'instar d'autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche de l'Union Européenne [15] et en tant qu'institution publique française ayant le devoir de respecter le droit international humanitaire (conformément à la déclaration de la CNCDH [11]), l'IDP adopte les engagements 1 et 2 évoqués plus haut.

Par ailleurs, l'IDP appelle aussi la communauté académique française à des prises de positions analogues.

Plus généralement, ces situations dramatiques questionnent nos responsabilités en tant que scientifiques sur les implications humaines de nos activités, et donc l'importance de conditionner nos partenariats de recherche aux pays et institutions se conformant au respect des droits humains et d'abandonner toute collaboration qui ne s'inscrirait pas dans cette démarche en dépit des intérêts scientifiques ou économiques sous-jacents.

4. Références :

[1] CNRS: <https://www.cnrs.fr/fr/presse/le-cnrs-suspend-toutes-nouvelles-formes-de-collaborations-scientifiques-avec-la-russie>

INRAE: <https://www.inrae.fr/actualites/conflit-russie-ukraine-position-officielle-dinrae>

[2] **The Guardian** : 'We, Israelis, are calling for global pressure on Israel to force an immediate ceasefire' <https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/oct/24/israel-immediate-ceasefire-open-letter>

Israeli Citizens For International Pressure, <https://israelicitizensforin.live-website.com/signatures/>

[3] **Haaretz**, 6 Oct. 2024: G. Gabai, '885 Civilians Killed in Terror Attacks in Israel Over Past Year, Including 809 on Oct. 7'.

[4a] **Lancet**. 2025, 404, 440-442: J. Smith, D. Shellahc and Z. Samudzie, 'On the quantification of military violence in Gaza',;

Lancet. 2025, 405, 468-477 : Z. Jamaluddine, H. Abukmail, S. Aly, O. Campbell and F. Checchi, 'Traumatic injury mortality in the Gaza Strip from Oct 7, 2023, to June 30, 2024: a capture–recapture analysis',

Ces études suggèrent que le nombre de morts dû à l'action militaire Israélienne s'élèverait à 186000 – soit presque 8% de la population totale de Gaza.

[4b] Report 'Costs of War', **Brown University**, 7 Octobre 2024. *The Human Toll: Indirect Deaths from War in Gaza and the West Bank*, <https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2023/2024/Costs%20of%20War%20Human%20Toll%20Since%20Oct%207.pdf>

[5] **ONU**: <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144356>

UNICEF : <https://www.unicef.fr/article/lunicef-sonne-lalarme-face-aux-deces-denfants-dus-a-la-malnutrition/>

OXFAM : <https://www.oxfam.org/en/press-releases/38-aid-agencies-warn-humanitarian-disaster-gaza-if-military-confrontation-not>

Amnesty : <https://www.amnesty.fr/actualites/rapport-genocide-palestiniens-gaza-commis-par-etat-israel>

Human Rights Watch: *Extermination and acts of genocide: Israel deliberately depriving Palestinians in Gaza of water*, Dec 19, 2024

<https://www.hrw.org/report/2024/12/19/extermination-and-acts-genocide/israel-deliberately-depriving-palestinians-gaza>

B'tselem (The Israeli information center for human rights in the occupied territories), <https://www.btselem.org/ota>

Haaretz, 30 Janv. 2025: D. Blatman and A. Goldberg, *'There's No Auschwitz in Gaza. But It's Still Genocide'*,

<https://archive.ph/20250201234101/https://www.haaretz.com/israel-news/2025-01-30/ty-article-magazine/.highlight/theres-no-auschwitz-in-gaza-but-its-still-genocide/00000194-b8af-dee1-a5dc-fcff384b0000>

[6] **Cour Internationale de Justice**, Résumé de l'ordonnance du 24 Mai 2024
<https://www.icj-cij.org/fr/node/204100>

[7] **ONU** : <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144356>

[8] **Médecins Sans Frontières** : <https://www.medecinssansfrontieres.ca/gaza-un-piege-mortel-un-rapport-de-msf-denonce-la-campagne-de-destruction-totale-menee-par-israel/>

<https://www.msf.fr/actualites/a-gaza-les-autorites-israeliennes-utilisent-la-reduction-d-acces-a-l-eau-comme-une-arme-de-guerre>

<https://www.msf.fr/communiqués-presse/gaza-un-mois-apres-le-debut-du-siege-impose-par-les-autorites-israeliennes-les-fournitures-medicales-essentielles-manquent>

Rapport MSF en anglais : https://www.medecinssansfrontieres.ca/wp-content/uploads/2024/12/20241229_REPORT_Gaza-Life-in-a-death-trap-Report_FINAL.pdf

[9] **ONU** : <https://news.un.org/fr/story/2024/04/1144646>

OMS : <https://www.who.int/emergencies/situations/conflict-in-Israel-and-oPt>

[10] **The Guardian** : *'Israel has destroyed or damaged 80% of schools in Gaza. This is scholasticide'*, <https://www.theguardian.com/commentisfree/article/2024/jun/08/israel-destroying-schools-scholasticide>

[11] **Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH)**, communiqué du 24 Janvier 2025

<https://www.cncdh.fr/actualite/la-cncdh-interpelle-la-france-sur-ses-obligations-en-matiere-de-droit-international>

[12] **Cour Internationale de Justice**, Avis consultatif du 19 Juillet 2024 : <https://www.icj-cij.org/index.php/fr/node/204160>

[13] **Maya Wind**, *Towers of Ivory and Steel: How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom*, Edition Verso

[14] *Tel Aviv University developed live dog cameras for army unit linked to Gaza attacks*
<https://www.middleeasteye.net/news/tel-aviv-university-developed-dog-cameras-army-unit-linked-gaza-attacks>

Tel Aviv University details its 'war room' work in video uploaded to social media, Middle East Eye, https://www.youtube.com/watch?v=aRKaEsY_3T4.

[15] Liste non-exhaustive :

Belgique : Belgian Universities for Palestine : *Our obligations under international law: Open letter from the academic community on the ongoing humanitarian crisis in Gaza*,
<https://belgianuniversitiesforpalestine.wordpress.com/>

Espagne : Déclaration du CRUE (Conference des Recteurs des Universités Espagnoles) sur la situation dans la bande de Gaza
<https://www.crue.org/2024/05/comunicado-de-crue-sobre-la-situacion-en-la-franja-de-gaza/>

Finlande : Université d'Helsinki

<https://www.helsinki.fi/en/news/higher-education-policy/university-has-reassessed-its-collaboration-israeli-universities>

Norvège : Université d'Oslo, de Bergen, de Nord

<https://student.oslomet.no/siste-nytt/-/nyhet/oslomet-setter-utvekslingsavtale-pa-pause>
[https://kunstavisen.no/artikkel/2024/uiib-avslutter-avtale-med-israelsk-kunstakademi#:~:text=Universitetet%20i%20Bergen%20\(UiB\)%20besluttet,v%C3%A6re%20mulig%20%C3%A5%20s%C3%B8ke%20p%C3%A5](https://kunstavisen.no/artikkel/2024/uiib-avslutter-avtale-med-israelsk-kunstakademi#:~:text=Universitetet%20i%20Bergen%20(UiB)%20besluttet,v%C3%A6re%20mulig%20%C3%A5%20s%C3%B8ke%20p%C3%A5)
<https://www.nord.no/aktuelt/vi-oppfordrer-til-umiddelbar-humanitaer-vapenhvile>

France :

Société Mathématique de France : *Mathématiciens contre le génocide à Gaza*,
<https://smf.emath.fr/actualites-smf/mathematiciens-contre-le-genocide-gaza>

Cinq cent scientifiques et personnels des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) :

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/050225/500-scientifiques-interpellent-leurs-directions-sur-les-violations-du-droit-internatio>

ENS Lyon, *Motion sur la situation dans les territoires palestiniens*,

https://www.ens-lyon.fr/sites/default/files/2024-03/Motion%20sur%20la%20situation%20dans%20les%20territoires%20palestiniens_0.pdf

LPCT Nancy, <https://lpct.cnrs.fr/motion-sur-la-situation-dans-les-territoires-palestiniens/>

Université Montpellier III : <https://www.univ-montp3.fr/fr/actualit%C3%A9s/motion-vot%C3%A9-au-cac-le-16-janvier-2024>

EHESS, Motion du 22 Novembre 2024, <https://www.ehess.fr/fr/vie-l%C3%A9cole/assembl%C3%A9e-pl%C3%A9ni%C3%A8re-enseignants-chercheurs-lehess-motion-vot%C3%A9-22-novembre-2024>